



Face à la crise

Newsletter No. 3 2007

- Soutien aux écoliers cisjordanien
- Coups de grisou en Sibérie
- Protection: Une responsabilité et un droit
- Les enfants et leurs traumatismes dans les régions sinistrées
- Lancement des directives inter-agences



Editorial

Du point de vue du *Centre de Référence pour le Soutien Psychosocial de la Fédération Internationale (Centre PS)* les événements se multiplient dans le domaine du soutien psychosocial (SP). Nous avons décidé, dans le présent numéro de *Face à la crise*, de relier quelques-unes des activités nouvelles ou en cours dans le domaine du SP.

Au cours de l'été 2007, le monde a vu l'émergence de nouvelles crises et la persévérance de crises plus anciennes. Au Liban, dans un camp de réfugiés, des civils ont été pris dans les échanges de tirs entre des groupes d'activistes et l'armée libanaise ; des inondations massives en Asie ont touché des millions de personnes. Les conflits en Irak, en Afghanistan et entre Israël et la Palestine continuent de rendre extrêmement difficiles les conditions de vie de leurs citoyens. La demande de SP ne faiblit pas. Il y a toujours autant d'âmes en peine à guérir.

Au Moyen-Orient et en Afrique du nord l'attention accordée au soutien psychosocial augmente. Une situation politique compliquée engendre de mauvaises conditions de vie et un intérêt croissant pour le SP. L'article de Jérôme Grimaud **Soutien aux écoliers cisjordanien** en donne un exemple en montrant comment un programme instauré par le Croissant-Rouge palestinien, la Croix-Rouge danoise et la Croix-Rouge française peut apporter une aide aux enfants et aux parents dans les territoires occupés.

La Croix-Rouge russe (CRR) a démontré que les moyens de fournir un SP dans une situation d'urgence pouvaient bien voyager d'une région à l'autre. Des infirmières et des psychologues du Centre de Réhabilitation de la CRR de Beslan ont apporté leur aide à 600 personnes touchées par deux explosions dans les mines de Sibérie qui se sont produites au cours de cette année. L'article de Margarita Plotnikova **Coups de grisou en Sibérie** raconte la progression du SP d'une région de la Russie à l'autre.

Le Centre PS essaie également de recueillir plus d'informations sur les bienfaits du SP dont peuvent bénéficier les groupes particulièrement vulnérables. Les droits des enfants sont négligés et violés dans le monde entier chaque ►

The International Federation **Reference Centre for Psychosocial Support**

Face à la crise

Newsletter No. 3 Septem-
bre 2007

Sommaire :

Soutien aux écoliers cisjordanien

Par Jérôme Grimaud

Coups de grisou en Sibérie

Par Margarita Plotnikova et Liliya Chibisenkova

Protection: Une responsabilité et un droit

Par Judi Fairholm

Les enfants et leurs traumatismes dans les régions sinistrées

Par Peter Berliner et Stephen Regel

Lancement des directives inter-agences

Par Lene Christensen

Photo de couverture:
Shannon Stapleton, Reuters

Publié chaque trimestre par :

Le Centre de Référence pour le Soutien Psychosocial de la Fédération Internationale

Déni de responsabilité :

Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de la Croix-Rouge danoise et de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Courriel :

pspreferencecentre@
drk.dk

Adresse Internet :

http://psp.drk.dk
ISSN : 1603-3027

jour. L'article **Protection : une responsabilité et un droit** de Judi Fairholm traite des conditions d'existence des enfants, dans les zones sinistrées et ailleurs. C'est un rappel, brutal mais important pour nous tous, du besoin et du droit des enfants à être protégés de toute forme de danger.

Les enfants et leurs traumatismes dans les zones sinistrées de Peter Berliner et Stephen Regel passe en revue la recherche actuelle sur les réactions des enfants dans les zones sinistrées. Ils lancent un appel à plus de recherche académique et appliquée dans ce domaine.

Enfin nous avons le plaisir d'annoncer que les *Directives sur le Soutien en matière de Santé Mentale et Psychosociale dans les du Comité permanent inter-agence* ont été lancées et sont désormais disponibles. Il est possible de les télécharger à partir de notre site Internet (<http://psp.drk.dk>). Il est aussi possible d'acquérir un CD-ROM gratuitement. Pour plus d'informations, prière de contacter psp-referencecentre@drk.dk. Les directives sont l'expression du consensus d'un grand nombre d'organisations humanitaires autour de la planification et la mise en œuvre du SP en urgence, l'objectif étant de fournir un service de haute qualité et d'accélérer le rétablissement des victimes. *situations d'urgence*

Je voudrais remercier, personnellement et de la part de notre équipe de plus en plus nombreuse, les Sociétés Nationales pour le soutien dont nous avons bénéficié. J'entends par là ma gratitude pour le généreux soutien financier rendant possible le travail du centre.

Nous espérons que vous prendrez plaisir à lire notre newsletter.

Cordialement vôtre,

Nana Wiedemann

Directrice

Centre de Référence pour le Soutien Psychosocial de la Fédération Internationale

Des nouvelles du Centre

Enseignements retirés des Programmes de Soutien Psychosocial suite au Tsunami

Grâce à la générosité du Fonds de Reconstruction post-Tsunami de la Croix-Rouge américaine, le Centre PS entreprendra une collecte d'informations systématique sur les interventions psychosociales et les programmes mis en œuvre afin de rendre plus supportables les conséquences humaines exceptionnelles suite aux déferlantes du tsunami qui a balayé l'Asie à la fin de 2004. Des

documents sur le programme, des outils et autres matériels parmi ceux que nous avons rassemblés seront rendus disponibles sur une base de données en ligne, un atelier reposant sur les leçons apprises sera mis en place et un livret, rassemblant les bonnes attitudes à mettre en pratique, publié et mis à la disposition des Sociétés Nationales et autres organisations concernées.



Nouveau membre au centre SP

La Croix-Rouge norvégienne, donatrice permanente du Centre PS, a décidé d'étendre son soutien au Centre en finançant Mme Åsta Ytre comme équipière intérimaire du Centre PS, pour une période de quatre mois. Åsta a reçu une formation journalistique et en politique comparative. Elle a été volontaire de la Croix-Rouge norvégienne, détachée en tant que déléguée en second en Jamaïque et a travaillé pour le

Secrétariat de la Fédération Internationale où elle a dirigé la partie jeunesse du site internet du FISCR. Åsta travaillera au Centre PS à l'amélioration de notre site et à des travaux de communication externe. Nous sommes impatients d'accueillir Åsta au sein de notre équipe ; nous présenterons son parcours et son travail dans une prochaine édition de *Face à la crise*.



Rendez-vous et mises à jour

Lancement des Directives du CPIA sur le Soutien en Santé Mentale et Psychosociale en Urgence

Quand : 14 septembre

Où : Suisse, Genève, OMS

Quoi : Les *Directives sur la Santé Mentale et Psychosociale du Comité Permanent Inter-Agences*, récemment publiées, seront formellement promulguées pendant une cérémonie qui se tiendra à Genève le 14 septembre 2007 à 9h30. Le lancement des Directives marque un moment significatif pour les agences et leurs membres engagés dans l'apport de soutien psychosocial pendant et après les situations d'urgence ainsi que pour un grand nombre de parties prenantes venant de 27 agences et organisations. A l'avenir, les directives seront le cadre commun et le point de référence des interventions psychosociales et on s'attend à ce qu'elles améliorent la qualité des programmes mis en place et mettent en valeur des pratiques de coordination entre les différents acteurs.

Pour plus amples informations, prière de contacter Mark van Ommeren, OMS à : vanommerenm@who.int

Conférence sur les interventions psychosociales en cas de sinistre

Quand : 22 octobre

Où : Danemark, Université de Copenhague, Festsalen, Frue Plads

Quoi : Seront présentées et discutées à la conférence des méthodes basées sur des faits actuels d'apport de soutien psychosocial et de traitement des personnes souffrant de stress traumatique. Les intervenants sont des membres d'organisations d'aide humanitaire agissant dans des situations d'urgence et des chercheurs spécialistes en ces matières. Tous sont connus sur le plan international et font autorité dans ces domaines de recherche. Parmi les intervenants figurent Metin Basoglu, Frank Neuer, Stephen Joseph et Stephen Regel.

Pour plus d'informations, prière de contacter Peter Kjær Jensen, titulaire d'une maîtrise en gestion des sinistres, université de Copenhague, sur : mdm@mdm.ku.dk



Soutien aux écoliers cisjordanien

La Société du Croissant-Rouge palestinien a organisé trois types d'ateliers de soutien pour les enfants de Jaba Jenin. Cet article a pour but d'expliquer la méthodologie de ce projet, commencé il y a 4 ans par la Croix-Rouge danoise et le Croissant-Rouge palestinien. En 2006, la Croix-Rouge française s'est associée au projet.

Par Jérôme Grimaud, Délégué, Programme de Soutien Psychosocial – Palestine, territoires occupés et autonomes, Croix-Rouge française

Ateliers psychosociaux

Selon une adaptation du manuel de la Fédération Internationale sur le soutien psychosocial à apporter aux enfants traumatisés par les conflits armés, la méthodologie consiste à organiser des ateliers éducatifs et ludiques, conçus spécifiquement dans le but de fournir un soutien psychosocial aux enfants. Il s'agit d'activités permettant aux enfants d'exprimer ce qu'ils ont vécu et ressenti face à des situations violentes par le biais du jeu, du théâtre, de la danse, de l'écriture et du dessin. Le deuxième objectif est de leur permettre d'acquérir des mécanismes de défense destinés à faire face à la violence. Les ateliers sont aussi l'occasion pour les écoliers de jouer, de reprendre confiance en eux-mêmes et de développer des interactions avec leurs pairs fondées sur la confiance et la tolérance. Plus de 730 enfants de 10 à 12 ans ont pris part à 20 ateliers psychosociaux dirigés durant l'année scolaire. Les ateliers psychosociaux ont été mis en place par les enseignants sous la supervision et avec le soutien de moniteurs de la Société du Croissant-Rouge palestinien (SCR).

Ateliers communautaires

Plus de 3 000 personnes, enfants, parents et membres des communautés, ont pris part à des

ateliers communautaires libres ainsi qu'à des journées portes ouvertes en été et lors du Ramadan. Les ateliers libres s'inspirent de l'article 31 de la Convention sur les Droits de l'Enfant reconnaissant à ce dernier le droit de « se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge et de participer librement à la vie culturelle et artistique ». Les ateliers s'articulent autour de thèmes artistiques, culturels, sociaux et sportifs et prévoient des sorties. Les ateliers ont été revus afin de fournir de plus longues et de meilleures opportunités de contact avec la communauté aux enfants, aux enseignants et aux membres de la communauté, renforçant ainsi le tissu social.

Rencontres avec les parents

Les parents sont importants pour l'environnement des enfants à la maison, mais ils subissent aussi la pression du conflit ; il est donc important de prendre leurs besoins en considération. Les ateliers installés dans les villages n'abordent pas seulement la question des enfants mais aussi celle de leurs parents. Les rencontres sont aussi l'occasion de partager l'expérience de chacun, d'apporter aux parents une meilleure compréhension du comportement de leurs enfants et la capacité de se prendre en main dans leur rôle en tant que parents. ▶

Les ateliers offrent aussi aux enfants la possibilité de jouer



Formation et supervision

La formation est l'une des activités-clés garantissant la qualité et la viabilité du programme. Aussi, les enseignants du Ministère de l'Éducation (MdE), les directeurs, les conseillers pédagogiques et les moniteurs de la SCRP engagés dans le programme reçoivent-ils une formation, une supervision et un suivi psychosociaux adéquats. La formation s'accorde aux besoins et aux rôles joués par les divers participants du programme. Les activités de formation comprennent des cours de base sur le manuel des ateliers psychosociaux, deux jours de formation pour les interventions et l'assistance de soutien psychosocial. Il y a aussi une introduction à l'intervention psychosociale et à la méthodologie du PSP dans les écoles, deux jours de séances de formation à la mise en place des activités pendant l'été, la formation des formateurs et bien sûr un suivi. Les moniteurs de la SCRP seront désormais formés en vue de faciliter des rencontres avec les parents.

Encadrement et renforcement des capacités

Le renforcement des capacités dépend d'une évaluation continue des résultats du programme concentrée sur trois indicateurs : l'enjouement, la confiance et la tolérance. Une première étude de base au début des ateliers est suivie par une évaluation effectuée à la fin du programme des ateliers. L'ensemble est effectué par des consultants externes. L'étude de base et l'évaluation consistent en des entretiens de groupe ciblés et un sondage. De surcroît, le système d'encadrement continu permet de mesurer l'évolution de l'enjouement, de la confiance et de la tolérance à l'intérieur des groupes d'enfants après chaque atelier.

Avec le soutien de la Croix-Rouge danoise et de la Croix-Rouge française (CRF), le département psychosocial de la SCRP s'est également investi dans un effort de capitalisation d'une telle expérience et d'harmonisation de son processus d'intervention : finalisation du manuel sur les ateliers, amélioration des instruments ►

de mesure et des fiches d'encadrement, développement des directives de formation et d'encadrement, ainsi que développement d'une méthodologie documentée d'interventions fondée sur l'expérience acquise.

Le renforcement des capacités du programme et du département psychosocial du SCRП dépend également d'une participation active à divers forums portant sur le secteur psychosocial. Récemment l'UNICEF a lancé une initiative ayant pour objectif de mesurer la portée à long terme des interventions psychosociales dans les territoires palestiniens. La SCRП et la CRF sont activement impliqués dans ce processus.

Viabilité

La viabilité est liée à l'approche fondée sur les communautés et sur la collaboration étroite avec le Ministère de l'Éducation. L'implication d'une équipe locale, d'enseignants locaux, d'élèves, de conseillers pédagogiques et d'organisations locales garantit que l'expérience acquise lors du projet, à la fois en ce qui concerne la direction du projet et les compétences psychosociales, pourra être utilisée à l'avenir pour l'enseignement et les activités quotidiennes au sein de la communauté locale.

On s'attend à ce que l'intérêt croissant des parents pour le projet ait un effet positif et durable. Non seulement l'implication des parents et le soutien qui leur est accordé a un effet bénéfique sur les enfants auxquels s'applique le projet, mais il est profitable à tous les membres des fratries, en particulier les enfants plus jeunes et plus dépendants de leurs parents.

Les liens de la SCRП et du MdE ont de bonnes assises, aussi bien au niveau national que local. L'intérêt et l'engagement du Ministère de l'Éducation sont perçus comme des facteurs majeurs dans la poursuite d'un soutien psychosocial pour les enfants mené à long terme. Non seulement les enseignants acquièrent des méthodes et des outils dont ils peuvent se servir dans leur relation quotidienne avec tous les enfants, mais on espère au Ministère que cet intérêt croissant puisse se transformer en une intégration d'ateliers de ce type dans les programmes scolaires. A ce sujet, la récente décision du MdE de mener une évaluation spontanée des projets de Jaba et Tubas est très positive.



Le niveau supplémentaire de formation des formateurs par la SCRП sera une ressource importante des projets du département psychosocial de la SCRП en vue d'augmenter le potentiel et ainsi poursuivre la formation de formateurs par d'autres. Aussi, permettra-t-il de consolider et de soutenir la méthodologie du programme grâce aux enseignants et aux conseillers pédagogiques. Le développement de matériel de formation sur papier améliorera la durabilité du programme en assurant une harmonisation suivie de la formation malgré le départ des agents actuels. ■

Coups de grisou en Sibérie

Le nombre de morts dans deux mines de la région charbonnière de Kuzbass en Russie s'élève cette année à 149. En avril à *Ulyanovskaya* les mineurs de l'équipe de secours ont sauvé 207 personnes, 110 sont mortes. En mai dans la mine de *Yubileinaya* 39 mineurs sur 148 ont péri dans l'explosion. La commission d'enquête nationale identifia les infractions aux règles de sécurité comme la source principal de la tragédie. Les familles touchées ont reçu une aide financière et un début de soutien psychologique de la part des autorités locales. La Croix-Rouge russe (CRR), avec la Fédération Internationale, a démarré un programme de soutien psychosocial sur six mois au Kemerovo, avec la participation des psychologues et des infirmières du Centre de Réhabilitation de la CRR de Beslan, en Ossétie du Nord. Actuellement 15 infirmières et psychologues de la branche de Kemerovo de la CRR fournissent un soutien psychosocial à 150 familles (600 personnes) par le biais de visites à domicile et de groupes d'entraide.

Par Margarita Plotnikova, Responsable du Département de Développement Organisationnel et Social, FISCR and Liliya Chibisenkova, Coordinatrice du Programme, Croix-Rouge russe

Toute sa vie Vitaly, aujourd'hui âgé de 55 ans, a travaillé dans une mine de charbon de la région de Kemerovo en Sibérie Occidentale. Sa dernière récompense —une médaille pour mérite exceptionnel— lui a été remise par le gouverneur de Kemerovo en mars 2007 pour son travail exceptionnel dans une équipe de sauvetage suite à l'explosion tragique qui s'est produite à la mine *Ulyanovskaya*. L'accident fut le plus meurtrier dans l'histoire de l'industrie minière russe. Comme d'autres secouristes venus de toute la Russie il s'est porté volontaire pour apporter son aide après l'explosion. Ils ont réussi à sauver 207 personnes, mais 110 mineurs sont morts dans l'explosion en laissant plus de 100 familles endeuillées dans une affliction profonde, alors que des milliers de personnes craignent pour leur avenir dans cette région minière. Après la tragédie Vitaly a repris son travail habituel dans la mine de charbon de *Yubileinaya*.

Le métier de mineur, auréolé de prestige à l'époque soviétique, devient désormais de plus en plus dangereux en Russie, avec la récupération des mines par des propriétaires privés, l'effort croissant pour obtenir un rendement et des revenus plus importants, tandis que les vieux systèmes de contrôle se délabrent et que les règles de sécurité ne sont plus aussi strictes qu'auparavant. Deux mois après les événements tragiques de *Ulyanovskaya* une autre explosion a mis la région en état de choc : une explosion de méthane à *Yubileinaya* a tué 39 mineurs. Parmi eux se trouvait Vitaly.

**“
les senti-
ments de co-
lère et d'in-
justice
restent in-
changés
”**

Marina, 53 ans, la femme de Vitaly ne s'est pas pardonnée de n'être pas parvenue à persuader Vitaly de quitter un métier aussi dangereux. Elle ne touchera pas au dédommagement octroyé par l'administration locale suite à la mort de son mari. Elle ne veut pas prélever son dernier salaire de son compte bancaire, elle ►

déclare "je ne veux pas dépenser son ultime salaire gagné pour nous ". Marina est l'une des centaines de personnes de la région de Kemerovo à subir le deuil, l'injustice et le désespoir.

"Les médias ne considèrent pas ce bassin minier comme une zone sinistrée," affirme Elena Malakhova, présidente de la branche de la CRR de la région Kemerovo. "Pourtant, nous devons affronter bien trop souvent des accidents mortels dans les mines. Ils n'attirent pas beaucoup d'attention, mais le danger et la peur continuent d'accroître la tension pour les communautés locales aux abords des mines."

La nouvelle de la catastrophe de Kemerovo en mars est

parvenue aux coins les plus reculés de la Russie. "Nous avons beaucoup compati au sort de gens de Kemerovo," dit Lyana Gagieva, infirmière de la CRR détachée de Beslan. "Après le drame de l'école de ma ville en 2004 où 311 enfants et adultes ont été tués, nous sommes attentifs à toute tragédie dans laquelle des vies humaines sont perdues comme dans notre cas. Nous avons ressenti la gravité de la situation au Kemerovo et nous voulions agir."

Selon l'estimation initiale de la CRR/ Fédération, les services psychologiques de l'état n'avaient pas de plan précis pour mettre en place des mesures de prévention ou faire face aux effets psychologiques de situations aussi stressantes. Les pertes en

vies humaines, les nouvelles obligations familiales, le manque d'information, les erreurs bureaucratiques, les problèmes matériels et juridiques, l'indifférence des responsables — ne faisaient qu'aggraver la situation et laisser croître la tension à l'intérieur de la communauté. L'intervention de la CRR de concert avec un soutien psychosocial a permis d'améliorer la coordination des divers services apportant



leur aide aux familles concernées.

La sympathie éprouvée et l'expérience professionnelle acquise lors des deux ans et demi d'effort de réhabilitation et de soutien psychosocial à Beslan de la part de la Croix-Rouge ont conduit la branche de la Croix-Rouge russe en Ossétie du Nord à prendre une décision : "Nous pouvions envoyer une équipe de psychologues de la Croix-Rouge et apporter notre aide au Kemerovo". L'initiative a reçu le soutien de la Croix-Rouge russe de Moscou. A leur demande, la Fédération Internationale a débloqué des fonds d'urgence (DREF) pour mettre en place un programme de soutien psychosocial de six mois au Kemerovo. L'objectif du programme était de minimiser les effets psychologiques suite à ►

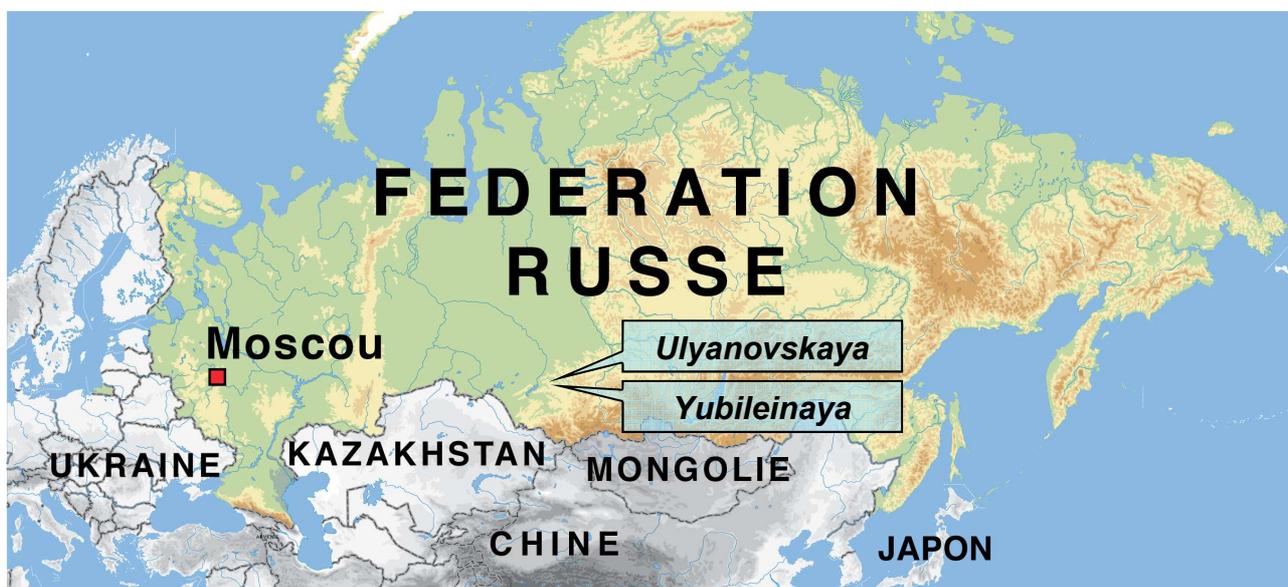
l'explosion dans la mine de charbon en fournissant un soutien psychosocial individualisé direct aux personnes et aux familles touchées.

"Notre mission consistait à aider la branche locale de la Croix-Rouge à démarrer un projet de soutien psychosocial, ce qu'aucune autre région de Russie n'a connu à part Beslan," déclare Zarina Kantemirova, l'infirmière chef détachée de Beslan présente dans l'équipe de sept personnes à s'être rendue au Kemerovo trois semaines durant en avril de cette année.

L'assistance psychosociale planifiée à long terme est inhabituelle en Russie. Il s'agit d'une nouveauté à la fois pour le personnel de la Croix Rouge et pour ceux qui en bénéficient. Le premier atelier au Kemerovo dirigé par Slava Otchyk, conseiller psychologue du Centre de Référence pour le Soutien Psychosocial du FISCR, a permis aux participants d'avoir de l'expérience. Ella Eloeva, directrice du Centre de la CRR de Beslan, a participé à la formation. Avec l'aide de six soignants détachés de Beslan elle a participé à la mise en route du projet. Pour mener à bien un travail psychosocial

en situation de crise, on doit posséder des qualités particulières comme la tolérance, la patience, l'altruisme, l'ouverture et de l'empathie. L'équipe du projet a été formée suite à une sélection soigneuse de candidats venant des branches locales de la CRR, des psychologues et des assistants sociaux de Novokuznetsk, Kiselevsk et Osinniky – des villes proches de la mine de charbon. En tout, 15 personnes ont pris part à l'atelier sur les principes de base du soutien psychosocial (SP), les mécanismes de crise et de réaction, la communication de soutien. Il y avait aussi des exercices pratiques préétablis concernant certains problèmes. Sept équipes mobiles ont été formées, un spécialiste de Beslan dans chacune d'elles, pour commencer les visites à domicile et soutenir les personnes lors des 40 premiers jours de deuil.

"Il faut un certain temps pour se rendre compte que le travail de soutien psychosocial est significatif et qu'il soulage en cas de crise," déclare Zarina Kantemirova. "En plus de nos connaissances et de nos aptitudes, nous avons apporté au Kemerovo des lettres d'amitié et de soutien venant de gens de Beslan. Ces lettres nous ont permis ►



d'entrer dans certaines familles au Kemerovo." Zarina et ses collègues ont assuré des cours magistraux de documentation de programme, d'encadrement et sur l'élaboration de rapports. Lors des premières semaines de travail ils ont apporté leur expérience en matière de supervision et ont organisé des séances de prévention d'épuisement professionnel.

"Le programme en cours permet d'apaiser la douleur émotionnelle, d'établir la confiance, de réduire le risque de problèmes psychologiques et somatiques graves," affirme Alena Petrova, psychologue de la CRR au Kemerovo lors du deuxième atelier SP de juin. "Nous avons réussi à établir de bons contacts avec les familles des victimes et nous avons vu comment leurs sentiments ont évolué au cours des mois allant de la réserve, la colère, du vide, de l'absurdité et de l'impuissance à la prise de conscience de la nécessité de continuer à vivre et d'être capable d'aider d'autres membres de la famille ainsi que des amis. Pourtant, les sentiments de colère et d'injustice sont toujours là," remarque-t-elle.

Les rapports des employés du CRR au Kemerovo sont pleins des histoires des familles avec lesquelles ils travaillent. Ces histoires transforment les lignes officielles du programme de SP de la CRR en étapes significatives vers le soulagement des souffrances et le rétablissement chez les individus de leurs mécanismes et leurs capacités à réagir.

"C'est douloureux, un vrai crève-cœur," dit la femme de Nikolay S. "Mon mari était la seule personne à laquelle je pouvais confier mes espoirs et mes craintes. Aujourd'hui je vis dans la confusion. Je dois faire semblant d'être forte devant mes fils, mes parents et ma belle-famille. Comment est-ce arrivé ? Est-ce que c'était par hasard ? Pourquoi nous ?... C'est un vrai soulagement d'avoir Lyuba avec moi dans une pareille situation. Elle est de la Croix Rouge. C'est avec elle que je peux parler. C'est seulement avec elle que je peux partager ma souffrance et mes larmes. Je suis sûre qu'elle m'écouterait et qu'elle comprendrait. Elle va m'aider à traverser cette horreur."



L'infirmière détachée Nuriya Alliulina se souvient de sa patiente Lyudmila, 48 ans, psychologue dans une crèche avant la mort de son mari. Voici ce qu'elle dit : "A notre première rencontre Lyudmila a décliné mon assistance. Après un bref entretien elle m'a dit qu'elle savait ce que c'était et comment faire face. Pour autant j'ai continué de l'appeler une fois par semaine pour lui demander comment elle allait. Un mois plus tard Lyudmila m'a demandé de venir. Elle m'a parlé de son mari, de leurs relations, de ses fils, de ses rêves... A la fin de notre entretien cette veuve m'a dit qu'elle avait besoin de parler. 'Mes enfants sont contrariés quand ils me voient pleurer, ►

avec eux je dois contenir mes sentiments' disait-elle. Depuis je lui rends visite chaque semaine. Je suis sûre qu'elle est capable de s'en remettre, mais à ce stade nous comprenons toutes les deux mon rôle," dit Nuriya.

L'opération de la CRR au Kemerovo comprend le soutien psychosocial à domicile, l'accompagnement des familles de victimes afin de faire face aux nécessités liées à la tragédie (visites aux cimetières, aux hôpitaux et aux institutions gouvernementales) et les groupes de soutien autonomes des communautés. Une formation est organisée pour le personnel de la CRR. Le programme prévoit la distribution de documents informatifs sur la gestion des crises. La défense des individus et des familles touchés fait aussi partie du programme de travail de la Croix-Rouge.

Comme à Beslan, un SP a été proposé aux familles de victimes et au reste de la communauté, y compris à ceux qui ont remonté les morts et les blessés de la mine, à ces mineurs qui devront retourner travailler après la remise en état de la mine.

La Croix-Rouge russe a démarré le projet de soutien psychosocial au Kemerovo en se basant sur l'expérience professionnelle similaire acquise à Beslan durant les deux ans et demi passés. C'était le premier essai de la CRR d'utilisation de l'enseignement retiré de la prise d'otages de Beslan sur une plus grande échelle et la première preuve de la spécialisation de la Société Nationale concernant le soutien psychosocial pour réagir aux catastrophes. Cette expérience définira un rôle à plus long terme pour la CRR dans la gestion des catastrophes. ■

Protection: Une responsabilité et un droit

La violence touche tout un chacun ; elle se cache derrière les murs des foyers et des institutions, ou englobe la vie dans sa totalité du fait de la guerre et des conflits. C'est une réalité quotidienne pour des millions de personnes dans le monde, sans distinction d'âge ou de sexe, dans tous les contextes sociaux et tous les pays.

Par Judi Fairholm, Directrice Technique Nationale, RespectED, Croix-Rouge canadienne

La violence est un problème complexe dépendant des structures de pensée et de comportement individuels modelés par une multitude de forces à l'intérieur des rapports, des familles, des communautés et des sociétés. Il s'agit d'une question sanitaire, sociale, judiciaire, légale, économique, spirituelle et humanitaire.

Dans le Rapport Mondial 2002 sur la Violence et la santé de l'OMS, la violence est définie comme " l'usage délibéré ou la menace d'usage délibéré de la force

physique ou de la puissance contre soi-même, contre une autre personne ou contre un groupe ou une communauté qui entraîne ou risque fort d'entraîner un traumatisme, un décès, un dommage moral, un mal développement ou une carence " (page 5). A l'intérieur de cette définition générale, la violence est décrite selon trois sous-catégories : la violence envers soi, la violence interpersonnelle et la violence collective.

Les taux de mortalité et de morbidité ►

déoulant des violences envers soi et interpersonnelle dépassent de loin la violence collective —qu'elle soit sociale, économique ou politique. Par la violence physique, psychologique et sexuelle ou les privations, les êtres humains abusent de leur pouvoir à faire souffrir, mutiler ou tuer ceux qu'ils connaissent, aiment, ou avec qui ils ont des points communs ou qu'ils savent vulnérables. La gamme de la violence interpersonnelle comprend sans s'y limiter : sévices infligés aux enfants ou négligence ; violence entre égaux ; violence entre intimes ; violence entre membres d'une même famille ; violence envers les personnes âgées ; violence entre membres d'une même communauté ; violence des gangs ; violence au travail ; cyber violence ; et le trafic.

Même si la violence touche des membres de toutes les communautés et de toutes les sociétés, les enfants et les jeunes restent les plus vulnérables. A chaque endroit où ils vivent — dans leur foyer et leur famille, à l'école ou dans les institutions, à leur lieu de travail et dans leurs communautés —des enfants sont battus, subissent des sévices sexuels, sont torturés, négligés, mutilés, achetés et vendus, et tués. Certains jeunes sont plus vulnérables que d'autres : enfants handicapés ; orphelins ou enfants non accompagnés ; enfants indigènes ; enfants des minorités ethniques ; enfants des rues ; enfants placés dans les institutions et les centres de détentions ; enfants réfugiés et déplacés ; et ceux qui vivent dans les communautés où les inégalités, le

chômage et la pauvreté sont extrêmement élevés. Chaque minute, chaque jour, des enfants sont soit tués soit maltraités physiquement ou psychologiquement.

- 150 millions de filles et 73 millions de garçons ont souffert d'abus sexuels (Pinheiro, 2006)
- Les garçons de 15 à 17 ans ont le plus de probabilités d'être tués suivis par les enfants en bas âge (Pinheiro, 2006)
- Les taux d'homicides les plus élevés pour les enfants de moins de cinq ans sont localisés en Afrique subsaharienne et en Amérique du Nord (Pinheiro, 2006)
- De 25 à 50 % des enfants disent être victimes de sévices graves et fréquents (OMS, 2002) ▶



Daniel Aguilár. Reuters

- De 133 à 275 millions d'enfants sont fréquemment les témoins de violences entre leurs parents ou ceux qui prennent soin d'eux.
- Dans certains pays 97% des élèves ont affirmé avoir été victimes de châtiments corporels à l'école (Pinheiro, 2006)
- 8 millions de garçons et de filles vivent dans des institutions ; les mauvais traitements physiques et sexuels sont monnaie courante —six fois plus élevés que la violence dans les familles d'accueil (Pinheiro, 2006)
- Plus de 20 000 images de torture sexuelle sur enfant sont diffusées sur Internet chaque semaine (Renold et al, 2003)
- À tout moment, on estime que 1,8 million d'enfants à travers le monde sont exploités sexuellement pour de l'argent (Save the Children, 2007)
- À ce jour, 300 000 enfants de moins de 15 ans sont enrôlés dans des groupes armés en activité (Save the Children, 2007)
- Chaque année, 1,2 millions d'enfants font l'objet de trafics, et cette statistique est en hausse (Organisation Internationale du Travail, 2002)
- Sur une période de dix ans, plus de 2 millions d'enfants ont été tués dans des conflits armés, et plus de 6 millions gravement blessés (Youth Advocate Program, 2003-4)

Bien que des millions d'enfants parviennent à vivre dans la pauvreté, abandonnés, négligés, sans éducation, en étant victimes

de discriminations, exclus, exploités, torturés et vulnérables, ce sont les adultes qu'ils côtoient qui sont trop souvent les coupables de leurs souffrances ou sont des "observateurs" et assument peu de responsabilités voire pas du tout afin de les protéger et de créer un environnement sain. Ces enfants n'ont pas la moindre idée de ce que signifie être en sécurité, être protégé et avoir confiance en quelqu'un. Les conséquences sont énormes —aux niveaux individuel, familial, communautaire et sociétal.



Chacun a le droit à la sécurité, en particulier les enfants



“ Mais la qualité de la vie d'un enfant dépend des décisions qui sont prises tous les jours dans les familles, les communautés et dans les bureaux des gouvernements. Nous devons prendre des décisions judicieusement et en tenant compte de l'intérêt des enfants... Le destin des enfants est celui des nations. C'est aussi simple que cela.” (Unicef)

Protéger signifie maintenir à l'écart du danger.

En 2001, le Conseil des Délégués du Mouvement a demandé aux Sociétés Nationales ainsi qu'au CICR et à la FISCR de "protéger les droits fondamentaux des groupes et individus à risque dans leur pays et, s'il y a lieu, à collaborer avec des partenaires, y compris des organismes gouvernementaux, pour créer des conditions propres à assurer la sécurité des personnes que la violence ou la discrimination mettent en danger ". Les droits fondamentaux des enfants ont été clairement définis par "la Convention sur les droits de l'enfant incluant le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la ►

pornographie mettant en scène des enfants". Cet instrument international très largement ratifié ainsi que "le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants" définit clairement le mandat de protection.

En 2006 la "Fédération de demain" a déterminé des objectifs : réduire le nombre de morts, de blessés ainsi que l'impact des catastrophes, atténuer les effets des maladies et des urgences de santé publique; faire face aux situations de vulnérabilité les plus urgentes par le biais d'une capacité accrue dans les communautés locales, la société civile et le Mouvement Croix-Rouge / Croissant-Rouge, et promouvoir le respect de la diversité et de la dignité humaine et réduire l'intolérance, la discrimination et l'exclusion sociale. La violence est la seconde cause majeure de mortalité dans le monde et la cause principale de préjudices physiques et de traumatismes ; il s'agit d'un problème urgent de santé publique qui va de pair avec les catastrophes et les maladies. Cette situation exige que toutes les Sociétés Nationales et autres organisations humanitaires réfléchissent, évaluent la situation et qu'elles renforcent leurs capacités afin de protéger grâce à la prévention de la violence et à des stratégies d'intervention telles que :

- Intégration de la protection dans tous les programmes et services
 - Sensibilisation et formation pour tout le personnel
 - Systèmes de signalement confidentiel et accessible pour le personnel et les personnes aidées, enfants compris
 - Systèmes de responsabilité pour tout le personnel
 - Programmes de prévention spéciaux pour enfants, jeunes et adultes prévoyant leur participation dans le développement et la mise en œuvre.
 - Systèmes de collecte de données et d'information
- La violence est une pandémie aux proportions scandaleuses ; elle représente la violation des droits à la protection et à la sécurité de chacun. La "Fédération de demain » déclare que "le monde attend de la Fédération Internationale et de ses Sociétés nationales qu'elles servent et défendent les personnes vulnérables où qu'elles se trouvent..." Nous avons une responsabilité —morale et légale — d'être les promoteurs, les champions et les agents du changement social —pour que s'arrête la violence. Chacun a le droit à la sécurité, en particulier les enfants. " La violence contre les enfants est injustifiable ; toute violence faite à un enfant peut être prévenue" Pinheiro, 2006
- "Beaucoup de ceux qui sont confrontés jour après jour à la violence pensent qu'elle fait intrinsèquement partie de la condition humaine. Il n'en est rien. La violence n'est pas une fatalité, et on peut réformer une culture de la violence. Les gouvernements, les communautés et les individus peuvent changer le cours des choses " Nelson Mandela, 2002
- Priorité donnée à la protection et à la prévention de la violence
 - Evaluation des risques dans tous les programmes et services
 - Sélection de tout le personnel: permanents et volontaires
 - Codes de bonne conduite pour tout le personnel

Références:

IFRC (2006). Federation for the Future, Geneva

International Labour Organization (2002). *Every Child Counts: new global estimates on child labour*, Geneva

Pinheiro, P.S. (2006). World Report on Violence Against Children. United Nations, Secretary General's Study on Violence Against Children.

Renold, E., Creighton, S. J., with Atkinson, C. and Carr, J. (2003) Images of abuse: a review of the evidence on child pornography. London: National Society for the Prevention of Cruelty to Children (NSPCC).

Save the Children UK (2007). *The Small Hands of Slavery: Modern Day Child Slavery: A Report by Save the Children UK*, London.

Youth Advocate Program (YAP) International (2003-4). (<http://www.yapi.org/conflict/>), webpage titled *Children Affected By Armed Conflict/Child Soldiers*

Les enfants et leurs traumatismes dans les régions sinistrées

Par le biais de cet article nous désirons attirer l'attention sur le besoin d'accroître la recherche sur les réactions des enfants des régions frappées par les catastrophes. Plus particulièrement, nous nous concentrons sur la recherche concernant les enfants vivant dans les zones de conflits armés.

Par Peter Berliner, Directeur, Centre de Recherche sur les Traumatismes Multiethniques, Université de Copenhague & Stephen Regel, Directeur, Centre sur les Traumatismes, la Résilience et la Croissance, Université de Nottingham.

Le rapport d'analyse de Jensen et Shaw (1993) sur l'existence, la fréquence, et le type de problèmes sociaux, émotionnels et comportementaux chez les enfants exposés aux conflits conclut que l'exposition massive aux traumatismes en temps de guerre est susceptible d'excéder toutes les défenses des enfants. Cependant, leur analyse indique également que l'immaturité, la plasticité, et les capacités d'adaptation innées dans le domaine cognitif peuvent pallier l'impact de la guerre dans un cadre où les conflits sont faibles à modérés. Cela a pour résultat des modes d'autoprotection, d'adaptation et de cognition débouchant sur

un fonctionnement viable après un laps d'acclimatation. Jensen et Shaw ont remarqué un glissement de perspective prometteur d'une focalisation sur la psychopathologie à une prise de conscience, des valeurs et des attitudes sociales. De plus, ils incitent à rechercher davantage comment les facteurs d'âge, de famille, et de communauté peuvent influencer sur les effets de la guerre, ainsi qu'à déterminer quelles interventions sont les plus efficaces dans des cadres et des contextes culturels variés.

Joshi et Dannell (2003) répètent qu'on néglige souvent les enfants en tant que ►

victimes de la violence. Leur recherche conclut que les réactions des enfants à la violence organisée devraient être appréhendées dans le contexte du développement socio émotionnel et cognitif. Leurs réactions devraient également être considérées dans un contexte social, la violence et le terrorisme ayant souvent pour conséquence une série d'événements négatifs comme la perte de proches, l'exode, la carence de structure éducative, et les changements drastiques d'habitudes quotidiennes et de valeurs communautaires.

Boyden *et. al.* (2006) soutient que *étant donné la carence d'études consacrées aux enfants des communautés touchées par les conflits en Asie du Sud, il est virtuellement impossible à ce stade de discerner les risques spécifiques subis par les divers groupes et catégories d'enfants* (2006 : 65). Boyden *et. al.* recommande une recherche participative de base sur les enfants affectés par la guerre, soit un type de recherche interactif soulignant les menaces spécifiques au bien-être des enfants, leurs réactions à différents types d'épreuves, et leur accès aux ressources et à l'assistance. Leur examen des connaissances actuelles (selon les leçons apprises) montre que sept domaines de préoccupation entrent en ligne de compte

dans les drames sociaux des enfants dans les conflits de basse intensité :

- Trouble social
- Perte d'accès aux services
- Appauvrissement
- Violations des droits civiques
- Violations des droits politiques
- Menaces à l'intégrité physique
- Transformations des rôles et des responsabilités.

L'enracinement des symptômes dans les conditions socio-économiques est également souligné dans une étude récente sur les enfants touchés par le conflit armé de Mindanao, aux Philippines : "*... dans les centres d'évacuation, les enfants, notamment les plus jeunes, se montrent de plus en plus préoccupés et anxieux quant aux maladies qui pourraient les affecter ou affecter leurs familles. Nombreux sont ceux qui commencent à avoir du mal à dormir, et à se soucier de leurs maisons, de leurs biens, de l'existence qu'ils ont abandonnée, et des amis qui n'étaient pas dans le même centre d'évacuation qu'eux. Les enfants plus âgés, quoique partageant ces inquiétudes, se préoccupaient plus des problèmes financiers de la famille et se montraient généralement angoissés quant à l'avenir*" (Baker, 2006 :163). Selon Baker, il apparaît que la *famille* est la clé du sentiment de bonheur, de sens, de bien-être, et de sécurité d'un enfant (jeune ou plus âgé). Du point de vue des Droits de l'Enfant, elle encourage l'augmentation de la recherche sur la façon dont les enfants perçoivent les conflits et ont tendance à soutenir la famille et la communauté. Baker soutient que la recherche ▶



devrait être menée avec le respect dû aux aptitudes des enfants à leurs divers stades de développement et à la perception culturelle du rôle de l'enfant. Pendant les périodes de conflit, le désir fréquent de protéger les enfants de l'exploitation ou de l'exposition à la violence est généralement fort. (Hudnall & Lindner, 2006; Reis & Vann, 2006; Boyden *et. al*, 2006). Prenant pour point de départ l'examen par Ball (2006) de la littérature débattant des implications éthiques soutenant la recherche sur les enfants affectés par la violence organisée, il conclut que les chercheurs devraient respecter et protéger les droits des enfants et de leurs parents ou de ceux qui prennent soin d'eux.

**“
on néglige
souvent les
enfants en
tant que
victimes de
la violence
”**

Références:

Baker, K. (2006) Excerpts from: Report on children's situation in Dalpta Barangays resulting from the conduct of Copra. In Balay Rehabilitation Center (Ed.) *Integrating Children's Rights in Barangay Disaster Management and Development*. Quezon City: Balay Rehabilitation Center, Inc.

Ball, J.: Restorative research partnerships in Indigenous communities. In Farrell, A. (Ed.) (2005) *Ethical Research with Children*. Maidenhead: Open University Press.

Boyden, J., Berry, J. de, Feeny, T. & Hart, J. (2006) Children Affected by Armed Conflict in South Asia: A Regional Summary. . In Reyes, G.. and Jacobs, G. A. (Eds.) *Handbook of International Disaster Psychology*. Vol. 4. Westport: Praeger.

Hudnall, A.C. & Lindner, E.G. (2006) Crisis and Gender: Addressing the Psychosocial Needs of Women in International Disasters. In Reyes, G.. and Jacobs, G. A. (Eds.) *Handbook of International Disaster Psychology*. Westport: Praeger.

Jensen, P. S. & Shaw, J. (1993) Children as victims of war: current knowledge and future research needs. *Journal of the American Academy of Children and Adolescent Psychiatry*, 32 (4): 697-708, [Joshi P.T.](#) & [O'Donnell, D.A.](#) (2003) Consequences of child exposure to war and terrorism. *Clinical Child and Family Psychology Review*, 2003 Vol. 6 (4): 275-92

Reis, C. & Vann, B. (2006) Sexual Violence against Women and Children in the Context of Armed Conflict. In Reyes, G.. and Jacobs, G. A. (Eds.) *Handbook of International Disaster Psychology*. Westport: Praeger.

Lancement des directives inter-agences

Par Lene Christensen, Conseillère en Soutien Technique, Centre de Référence pour le Soutien Psychosocial de la Fédération Internationale.

Le Comité Permanent Inter-Agence (CPIA) a été institué en 1992 et à depuis lors développé des documents de conseil pour un certain nombre de secteurs différents avec pour objectif de renforcer la coordination de l'assistance et de la réponse

humanitaire. Les ONG, les organisations internationales, les agences des Nations Unies et la Fédération Internationales des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge font partie du CPIA. (Pour plus d'informations sur le CPIA et l'approche ►

de groupe voir
(<http://www.humanitarianreform.org>)

Au cours des deux dernières années un groupe d'action du sous-comité du CPIA a produit un document complet contenant des directives sur le Soutien en matière de Santé Mentale et le Soutien Psychosocial dans les situations d'urgence ; le Centre de Référence pour le soutien Psychosocial a représenté la Fédération Internationale dans le groupe d'action tout au long du processus. Les directives sont mises à disposition sur le site Internet du Centre de Référence :

http://psp.drk.dk/graphics/2003referencecenter/Doc-man/Documents/docs/IASC_GUIDE_MHPSS.pdf.

Les directives se servent du terme composite *soutien en matière de santé mentale et psychosociale* pour décrire tout type de soutien local ou extérieur destiné à protéger et promouvoir le bien-être psychosocial et/ou prévenir ou traiter les troubles psychiques. Les deux termes sont liés et se chevauchent, bien que pour maints travailleurs humanitaires ils reflètent des approches différentes et pourtant complémentaires. Ils sont structurés en rapport avec les domaines suivants : prière de consulter le tableau 1.

Tableau 1.

A. Fonctions communes	B. Soutien en matière de santé mentale et soutien psychosocial élémentaires	C. Considérations sociales dans les domaines sectoriels
1. Coordination 2. Estimation, encadrement et évaluation 3. Protection et des droits de l'homme 4. Ressources humaines	5. Mobilisation de la communauté et soutien 6. Services de santé 7. Education 8. Propagation de l'information	9. Sécurité alimentaire et nutrition 10. Abri et planification des sites 11. Eau et hygiène

Chacune des 11 interventions-clés est décrite selon :

- **La préparation à l'urgence** – les étapes à respecter avant que les urgences aient lieu
- **Réactions minimum** – à mettre en œuvre pendant les pics d'urgence. Les directives comprennent 25 Fiches d'Action expliquant comment mettre en œuvre chacune des réactions minimum
- **Réactions complètes** – à mettre en œuvre aussitôt que la réaction minimum a eu lieu, le plus fréquemment lors de la phase initiale de reconstruction suivant une urgence.

Les Directives constituent un outil de planification important ainsi qu'une référence commune pour l'application du soutien PS dans le cadre d'urgences. Elles sont testées en situation en 2007 et, pour en faciliter l'accès, une version pratique résumée est en cours d'élaboration et un site internet sera créé comprenant du matériel de formation à utiliser pour la transmission d'information sur les Directives et leur mode d'emploi.

Si vous désirez en savoir plus sur les Directives de Soutien du CPIA en matière de Santé Mentale et Psychosociale en Urgence, prière de contacter Lene Christensen: lec@drk.dk

Le Centre de Référence pour le Soutien Psychosocial de la Fédération Internationale

est hébergé par la Croix-Rouge danoise

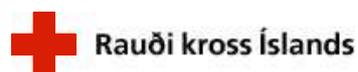
Danish Red Cross 

et reçoit le soutien de la

Croix-Rouge américaine



Croix-Rouge islandaise



Croix-Rouge canadienne



Croix-Rouge norvégienne



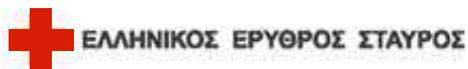
Croix-Rouge finlandaise



Croix-Rouge suédoise



Croix-Rouge grecque



Croissant-Rouge des Emirats Arabes Unis

